

REPUBLIQUE DU CONGO

PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES DEPARTEMENTS DE LA BOUENZA, DE LA
LEKOUMOU, DU NIARI ET DU KOUILOU (PRODER 2)

Prêt N° 688-CG, Prêt OPEP N° 1177P

Mission de supervision: Du 11 AU 22 JUIN 2012

Report ID : 2693-CG

Juillet 2012

Tableau des matières

A. Introduction	3
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet	3
C. Produits et réalisations	5
D. Avancement de l'exécution du projet	12
E. Aspects fiduciaires	16
F. Durabilité	21

Appendices

REPUBLIQUE DU CONGO

PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES DEPARTEMENTS DE LA BOUENZA, DE LA LEKOU MOU, DU NIARI ET DU KOUILOU (PRODER 2)

Prêt N° 688-CG, Prêt OPEP N° 1177P

Mission de supervision: Du 11 AU 22 JUIN 2012

Report ID : 2693-CG

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Bureau Pays du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, s'est déroulée du 11 au 22 juin 2012, à l'effet de la supervision du «Projet de Développement Rural dans les Départements de la Bouenza, de la Lékoumou, du Niari et du Kouilou (PRODER 2)». Le projet fait d'une part suite à un Accord de Prêt d'un montant de 8 410 000 dollars US signé le 22 mai 2006 par le Gouvernement de la République du Congo et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), et d'autre part à un Accord de Prêt signé avec le Fonds de l'OPEP (OFID) pour un montant de 7 500 000 dollars US. La contribution de l'état congolais est estimée à 4 368 000 dollars US.
2. L'objectif de la mission était de mesurer la performance globale du projet, à travers : (i) le suivi des recommandations de la mission de revue à mi-parcours de juillet 2011 ; (ii) l'examen des activités du projet et l'appréciation des progrès dans la mise en œuvre, (iii) l'appréciation de l'efficacité du partenariat notamment avec les services décentralisés, les opérateurs, les ONG, les organisations paysannes ainsi que les autorités locales et nationales, (iii) l'examen du système de suivi-évaluation du projet et de son efficacité pour mesurer les résultats en s'assurant que les indicateurs RIMS sont collectés et analysés, (iv) l'appréciation de la gestion administrative, financière et comptable des projets et l'état de mise en œuvre des recommandations des audits, (v) l'analyse des forces et des défis de mise en œuvre et identification des stratégies pour optimiser les résultats.
3. La mission a été reçue à son démarrage par le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage. Sur le terrain, elle a rencontré les autorités locales (Préfets, Présidents du Conseil Départemental), les services techniques (Agriculture, Travaux Publics, Construction, Elevage) et les Groupements d'Intérêt Economique et Communautaire (GIEC). Des visites de terrain ont été effectuées suivant les centres d'intérêt dégagés par la mission.
4. La mission exprime ses sincères remerciements aux autorités congolaises, aux cadres de l'UCP et aux partenaires du projet pour leur collaboration et leur disponibilité qui ont permis le bon déroulement des travaux.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet

5. L'accord de prêt FIDA est entré en vigueur le 26 novembre 2006, soit six (06) mois après la signature. Celui du Fonds de l'OPEP est entré en vigueur le 9 avril 2009, soit douze (12) mois après sa signature. L'atelier de lancement tenu en décembre 2006, a consacré le démarrage des activités du projet. Sur le prêt FIDA, le projet

^{1/} La mission était conduite du côté du FIDA par M. B. Hien Chargé du Portefeuille Pays, Mme Christiane Kuhn, Assistante de Programme, M. Gaetan Nsombidi Assistant de Programme, M. Zoumaro Napo, Agronome, M. J. Boka Etien, Spécialiste infrastructures rurales, M. Eric Sile, Conseiller Regional en Microfinance de UNCDF, M. Alou Albdoulkarim, Expert Financier. La partie gouvernementale a été représentée par M. J. Moukouba, MAE, Mme Judith Ibarra et les membres de l'unité de coordination du Proder 2.

totalise à date, cinq (05) ans et sept (07) mois à partir de l'entrée en vigueur, sur une durée prévue de sept (07) ans. La date d'achèvement des activités est prévue pour le 31 décembre 2013, et la date de clôture le 30 juin 2014. Le projet a fait l'objet d'un redimensionnement pendant la revue à mi-parcours (RMP) en juillet 2011. Un certain nombre de cibles définies à la formulation et consignés dans rapport de pré évaluation (RPE) avaient ainsi été revus à la baisse. Il s'agissait des cibles relatives au nombre de GIEC à mettre en place, au linéaire de route à réhabiliter, au nombre d'ouvrages de franchissement à construire, au nombre des caisses d'équité à construire. Il avait également été convenu de surseoir aux activités d'élevage et de pisciculture qui n'avaient pas encore démarrées après 4.5 années de mise en œuvre.

6. En considérant les nouvelles cibles définies pendant la revue à mi-parcours, le taux de réalisation de la composante « **accès aux bassins de production et aux marchés** », qui était de 13% en Juillet 2011 est passé à 20% en Juin 2012. Cet avancement résulte du progrès réalisé au niveau de la sous composante « *ouvrages de franchissement* » pour laquelle le niveau d'exécution physique est passé de 22% à 40%. Le niveau d'exécution de la sous composante « *traitement des points critiques* » est resté à 0%. Seules les études techniques ont été réalisées à date.
7. En ce qui concerne la composante 2 "**Appui à la production et à la commercialisation**", les principaux résultats enregistrés en termes de mise en place des 405 GIEC (100% de taux de réalisation), adoption de clones améliorés (200%), mise en place de parcs à bois (850%) sont satisfaisants. Toutefois, les problèmes ci-après subsistent et pourraient hypothéquer les résultats atteints: i) problème foncier ; ii) le problème d'organisation paysanne et de gestion des GIEC, iii) la nécessité d'améliorer les conditions de transformation et de sédentariser les unités de production, iv) le problème de transport et de débouchés pour certains GIEC, notamment en zone forestière. La construction / réhabilitation des magasins de stockage de produits agricoles est à 20% d'exécution, le processus de sélection des entreprises étant au stade de l'enregistrement des offres.
8. S'agissant de la composante « **appui à l'hydraulique rurale**, le taux d'exécution physique de 37% par rapport à l'objectif révisé de la RMP, est passé à 51%. Les 20 nouveaux ouvrages prévus au PTBA 2012 permettront l'alimentation de plus de 14000 personnes. Toutefois, des préoccupations demeurent quant à la durabilité de ces ouvrages, pour lesquels les entretiens usuels de maintenance ne sont pas assurés du fait de la non fonctionnalité des comités de gestion et du réseau d'artisans réparateurs.
9. La composante « **développement des services financiers ruraux** » a atteint ses objectifs en matière de création de 20 caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC). Toutefois, ces caisses dans l'ensemble, manquent de capacités techniques nécessaires pour assurer leur durabilité au-delà de l'achèvement du PRODER 2. Par conséquent, le projet devrait axer sa priorité sur le renforcement des capacités des caisses et la création d'une faîtière, pour assurer la pérennité de ces institutions. L'équipe en charge de la mise en œuvre de la composante, a à cet effet, besoin d'une assistance technique internationale.
10. En ce qui concerne la construction / réhabilitation des sièges des 20 CMECS créées, le niveau de réalisation est actuellement de 33% contre 11% en Juillet 2011. Seulement 9 caisses ont été construites dont 5 entre Juillet et décembre 2011. Le dossier de consultation pour la construction des 11 dernières caisses tel que prévu au PTBA 2012, n'a pas connu d'avancée, malgré la recommandation de

la revue à mi-parcours qui avait demandé d'engager le processus sur la base du dossier d'appel d'offre des caisses existantes.

11. **L'exécution financière** globale du PRODER SUD est de 46% à date. Le taux de réalisation financière au 03.06.2012 du plan de travail annuel et budget (PTBA 2012) est de 16%. La mise en œuvre de ce PTBA dans les délais prescrits, permettrait de rehausser le taux d'exécution financière globale à 63% d'ici décembre 2012.

C. Produits et réalisations

Composante 1 – Accès aux bassins de production et aux marchés

12. Au titre de la revue à mi-parcours (RMP), les objectifs initiaux du rapport de formulation (RPE) avaient été réduits et reprogrammés comme suit:

DESIGNATION	OBJECTIF		PROGRAMMATON			
	RPE	RMP	2009 2010	2011	2012	2013
Ouvrages d'art ou de franchissement	225	123	32	6	66	20
Traitement de points critiques (Km)	130	84	0	19	50	15
Equivalent pistes réhabilitées (Km)	390	255	0	60	150	45

13. **Etudes techniques de pistes.** Le PTBA 2012 du projet a prévu des études techniques sur 15 Km de pistes prioritaires dans le département du Kouilou. Les études n'ont pas démarrées du fait de l'affectation à un autre partenaire, de l'axe initialement retenu de concert avec le Conseil Départemental. Un autre axe suggéré par ledit conseil fera l'objet d'études par la Direction Départementale des Travaux Publics (DDETP) du Kouilou. Le protocole y relatif est en discussion entre l'UGP et la DDETP.
14. **Ouvrages de franchissement.** A la date du 15 juin 2012, les six ouvrages de 2011 sont achevés et 12 ouvrages sur les 66 prévus au PTBA 2012 sont également achevés, soit un taux d'exécution de 100% du PTBA 2011 et de 18% du PTBA 2012. Ces 18 ouvrages portent à 50 le nombre total d'ouvrages réalisés, soit un taux d'exécution physique de 40% de l'objectif revu à la RMP. Sur les 66 ouvrages du PTBA 2012, seulement 21 ont fait l'objet de contrat et sont en cours de réalisation avec 12 ouvrages achevés. La passation des marchés relative à la construction des 45 ouvrages restant est en finalisation. Il est à noter que malgré le retard accusé dans le processus de passation des marchés, l'exécution des travaux peut être rattrapée, à condition que ceux-ci démarrent au plus tard le 15 Juillet. En effet, la période indiquée pour les travaux va de Juin à Novembre et les délais d'exécution prévisionnels des lots vont de 3 à 6 mois.
15. **Traitement des points critiques.** Comme indiqué plus haut, le taux de réalisation à la date du 15 juin 2012 est nul. Le dépouillement est en cours pour le traitement de 32 km de points critiques sur les 50 Km prévus au titre de l'exercice 2012.

Composante 2 «Appui à la production agricole et à la commercialisation»

16. L'objectif de la Composante est d'appuyer la relance et la diversification de la production agricole, animale, halieutique et de renforcer les capacités des groupements d'intérêt économiques communautaires (GIEC) et celles du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE). Elle s'articule autour des cinq (05) sous-composantes ci-après : i) Information et sensibilisation ; ii) appui à la relance de la production agricole animale et halieutique ; iii) appui à la commercialisation ; iv) renforcement des capacités des organisations paysannes ; et v) renforcement des capacités du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE).
17. Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau suivant :

Activités	Unité	Cibles	Réalisations au 31 mai 2012	
			Quantité	(%)
Régénération Manioc				
Sélection villages cibles	Village	420	320	76
Mise en place de Tests clonaux	Test	45	67	149
Mise en place de GIEC	GIEC	405	405	100
Adoption Clones améliorés	Clone	5	10	200
Mise en place Parcs à bois	Ha	200	1700	850
Production / distribution des Semences et plants				
Maïs	Tonne	4,4	3,7	84
Arachide	Tonne	12	2,3	19
Soja	Tonne	7,2	3,4	47
Palmier à huile	Nombre	70 000	2836	4
Identification d'espèces améliorantes	Nombre	3	5	167

18. On note qu'en matière de multiplication et diffusion du manioc, les résultats sont largement au-delà des objectifs prévus au départ pendant la formulation du projet. Ceci s'explique par l'engouement et la forte adhésion des populations à l'introduction des boutures saines par le projet. La mission estime que le stock actuel en matériel végétal des parcs à bois mis en place par le projet, devrait pouvoir couvrir les besoins de l'ensemble de la région sud du pays. Le défi reste l'identification des besoins en boutures, et la coordination des distributions sous le leadership des directions départementales de l'agriculture.
19. **Information et sensibilisation.** Le PRODER SUD a mis en place 405 GIEC contre 600 prévus à la formulation (soit un taux de 67,50%) répartis dans 320 villages et 28 districts. L'effectif des membres desdits GIEC s'élève à 12000 dont 60% de femmes. La revue à mi-parcours du projet effectuée en juillet 2011 ayant recommandé d'arrêter de nouvelles créations de GIEC et de consolider les groupements existants, le niveau de réalisation est désormais de 100%. La visite d'une douzaine de GIEC par la mission a permis de constater que certains GIEC ne disposent pas encore de récépissé de reconnaissance. Il conviendra de les accompagner pour l'obtention dudit document.
20. **Relance de la production agricole, animale et halieutique.** Les activités conduites par le projet ont principalement concerné la régénération du manioc infesté

par la mosaïque africaine, et dans une moindre mesure, la diversification des cultures, les tests de plantes améliorantes (*mucuna*, *cajanus*), la vaccination des ovins / caprins.

21. *Régénération du manioc*. La stratégie de départ du Projet pour la lutte contre la mosaïque et la multiplication des boutures saines de manioc a été modifiée. Celle-ci a consisté à appuyer l'utilisation des souches locales assainies (20% des besoins des producteurs) et l'adoption des clones élites de l'IITA (qui couvriraient 80% des besoins). La nouvelle stratégie consiste à : i) introduire des clones dans la zone du Projet; ii) faire le choix participatif des clones prometteurs à l'issue des tests de rendements et de dégustation des sous produits du manioc; iii) mettre en place graduellement des parcs à bois pour la multiplication des clones retenus à l'issue des tests clonaux et en capitalisant les résultats des Projets similaires en la matière; iv) poursuivre l'évaluation des clones en collection au CRAL; v) mettre en place des réseaux locaux de distribution des boutures auprès des ménages. vi) assainir les écotypes locaux par épurations successives et les variétés améliorées de manioc tolérantes à la mosaïque par micro- propagation afin d'enrichir le germoplasme manioc et prévoir leur défection éventuelle.
22. Par ailleurs, il convient de noter au titre de la composante 2 : i) l'acquisition des équipements pour la production des vitro plants au CRAL de Loudima et au CERAG à Brazzaville ; ii) la réhabilitation de la case de passage au niveau du CRAL ; iii) la réhabilitation et l'équipement de la Ferme semencière de Mayoumina conformément aux prévisions.
23. Enfin, au titre la mise en œuvre du PTBA 2012, il y a lieu de relever les réalisations de cette composante comme suit : i) la formation de 5 agents (contre une prévision de 3) du CRAL par le CERAG sur la production de vitroplants ; ii) l'entretien de 65 ha de parcs à bois de multiplication secondaire au niveau des Centres d'Appui (CA) ; iii) l'appui à la production d'oignon en termes de formation des producteurs, d'appui à la conservation ; iv) dotation de petits matériels aratoires ; et v) sensibilisation communautaire sur les plantes amélioratrices et les jachères. Le taux d'exécution physique des activités prévues au PTBA 2012 s'établit à 15%. Toutefois, il convient de signaler que ce taux s'explique par le fait que la plupart de celles-ci se réaliseront pendant la saison des pluies qui démarre en septembre prochain.
24. Au cours des visites de terrain, la mission a noté un bon comportement végétatif des variétés de manioc diffusées par le PRODER SUD, qui du reste sont bien appréciées par les GIEC et les autres producteurs. Il a été relevé que les parcs à bois et les champs de manioc des membres des GIEC ne font pas l'objet de suivi de rendement afin d'apprécier les gains de productivité ; il en est de même des comptes d'exploitation. La mission a également constaté que les GIEC sont confrontés à un problème foncier notamment en zone de savanes pour la mise en place de leurs parcs à bois et l'extension des parcelles communautaires. En effet, ils procèdent à la location des terres auprès des propriétaires fonciers à raison de 25 000 à 30 000 F CFA par cycle de culture. Ceci conduit à de fréquents déplacements, une itinérance qui est préjudiciable à l'environnement, à la transformation et à la commercialisation des produits de manioc. Une attention particulière devra être apportée à l'examen de ce problème foncier afin de permettre aux GIEC de disposer de parcelles suffisantes à exploiter sur une période plus longue (au moins 6 ans) et sédentariser leurs activités. Fort heureusement, la vulgarisation des plantes améliorantes (*mucuna*, *cajanus*) actuellement en test, devrait permettre de raccourcir les jachères et de sédentariser les cultures tant en zone de savanes que de forêts.
25. S'agissant de la production animale, il a été rapporté que 38 387 ovins / caprins ont été vaccinés contre la peste des petits ruminants sur une prévision de 53 315 têtes,

soit un taux de couverture de 72%. Des besoins de vaccination ont été exprimés à la mission lors des entretiens avec les bénéficiaires.

26. **Appui à la commercialisation.** Les résultats enregistrés se présentent comme suit : i) réalisation d'une étude des filières ; ii) la contractualisation avec cinq (05) radios locales de la zone d'intervention du projet pour accroître la visibilité des actions du projet et susciter l'intérêt des acteurs à la base ; iii) l'acquisition et la distribution de six (06) kits de transformation. La mission a constaté que la transformation du manioc par les GIEC ne s'opère pas toujours dans de bonnes conditions hygiéniques. Ceci a été aggravé par la sécheresse de 3 mois qu'a connu le pays, et qui a littéralement handicapé la transformation, et notamment le rouissage du manioc par manque d'eau dans maintes de sites. En outre, en zone de forêts, il se pose un problème d'insuffisance d'ensoleillement et de forte hygrométrie pour le séchage des cossettes ainsi que celui de la disponibilité de l'eau en zone de savanes. Le problème foncier évoqué ci-dessus et son corollaire d'itinérance des parcelles cultivées peuvent hypothéquer les investissements requis pour la modernisation des activités de transformation. Par ailleurs, il a été noté des problèmes de transport et de débouchés pour certains GIEC. Le projet devra initier, faciliter et accompagner les groupements en ce qui concerne la mise en relation avec le marché. Par ailleurs, une demi-douzaine d'ateliers simplifiés de transformation incluant un point d'eau permanent et un équipement simplifié devra être testé afin d'alléger le travail des femmes et promouvoir la transformation dans de meilleures conditions hygiéniques et environnementales.
27. Le PTBA 2012 a prévu au titre de l'appui à la mise en marché des produits agricoles, la construction / réhabilitation des hangars/entrepôts de stockage suivant : le bâtiment de stockage de Mayalama (District de Mouyondzi), les équipements et intrants pour le traitement des bruches d'arachide à l'entrepôt de Mayalama, le hangar de stockage du manioc roui à Komono; le bâtiment de stockage des dérivés du manioc à Bouansa. Le processus de sélection des entreprises est au stade de l'enregistrement des offres. La mission a visité le site de Komono, et a été surprise de constater que le site octroyé par la mairie de Komono et qui est du reste un ancien entrepôt de produits agricoles, a été ensuite réattribué à une compagnie minière qui y a installé sa base vie. Les études technique et l'appel d'offre avaient cependant été effectués et les propositions techniques et financières des entreprises déjà enregistrées. La mission a rencontré la mairie, et lui a signifié le gel du financement FIDA sur cette activité jusqu'à nouvel ordre.
28. **Renforcement des capacités.** Les principaux résultats enregistrés sont les suivants : i) formation directe de 157 partenaires (DDA, CSA, leaders des groupements) sur la lutte contre la mosaïque, les techniques de multiplication rapide des boutures saines et l'évaluation participative des clones de manioc ; ii) formation itinérante à travers les CSA, de 405 GIEC, soit environ 12000 membres dont 7200 femmes sur la multiplication des boutures saines de manioc et la lutte contre la mosaïque du manioc (valeur cible : 15 000, soit, 80%) ; iii) formation de 27 chefs des secteurs sur les techniques de sensibilisation et d'animation des communautés sur les activités appuyées par le Projet ; iv) formation en organisation paysannes : 23 participants² dont 6 femmes ont été formés ; v) 50 GIEC formés en OP (environ 580 membres) ; vi) formation de 25 bénéficiaires et 9 cadres du CRAL, des Directions départementales et de la Ferme semencière de Mayoumina sur les techniques de production, de conservation et de transformation du soja ; et vii) l'acquisition et la distribution des kits constitués de petits outillage agricoles auprès des GIEC pour la mise en place des parcs à bois (2253) et pour la culture d'oignon (204), soit au total

² Formateurs à la base : membres des ONGD, FCT, cadres du Projet

³ Constitués de houe, machette, pelle, pioche, râteau, brouette, lime, cordeau, bande métrique

245 kits (40% des besoins pendant toute la durée du Projet). En ce qui concerne les GIEC, les visites de la mission ont révélé des besoins en formation en organisation paysanne, en gestion simplifiée et en marketing afin de mieux de les outiller à se prendre en charge efficacement. A cet effet, il convient de noter qu'un contrat a été conclu avec l'INADES-FORMATION-CONGO qui a réalisé un diagnostic organisationnel participatif et un programme de renforcement des capacités des ONGD partenaires en vue d'un accompagnement performant des GIEC.

29. En ce qui concerne le Renforcement des capacités du Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, les réalisations ont trait essentiellement à l'appui en matériel informatique et la réhabilitation de la ferme semencière de Mayoumina, son équipement en mobilier de bureau et véhicule et son électrification (achat d'un groupe électrogène). En outre, les cadres des DDA et les chefs de secteurs agricoles ont bénéficié de formations financées par le PRODER.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Appuyer les GIEC ne disposant pas de récépissé de reconnaissance pour l'obtention de l'agrément	UCP, DDA	Immédiat
Elaborer en collaboration avec la recherche, deux protocoles pour le suivi des rendements de manioc et des comptes d'exploitation des GIEC	UCP	3 ^{ème} trimestre 2012
Organiser des séances complémentaires de vaccination des ovins / caprins contre la peste des petits ruminants	UCP, MAE	3 ^{ème} trimestre 2012
Appuyer les GIEC dans la recherche de solutions au problème foncier en impliquant les préfets, les conseils départementaux et les services techniques compétents	UCP	Fin décembre 2012
Examiner les possibilités d'amélioration de la transformation du manioc et entreprendre une expérience pilote d'atelier de transformation limité à 6 GIEC	UCP	1 ^{er} trimestre 2013
Examiner la possibilité d'introduire des séchoirs ou de promouvoir la fabrication de gari dans les zones de forêts ;	UCP	Fin décembre 2012
Créer des unions de GIEC par district et les appuyer dans les négociations avec les transporteurs et dans la recherche de débouchés	UCP ; DDA	Fin décembre 2012
Poursuivre la formation en organisation paysanne, gestion et marketing des GIEC, ainsi que les visites d'échanges.	UCP	Immédiat
Saisir officiellement la préfecture de Komono au sujet du magasin de stockage dont le site a été réaffecté.	UCP	Immédiat

Composante 3 «Hydraulique Rurale»

- 30. Travaux des puits.** La cible de 50 forages, 120 puits et 30 sources à la formulation a été révisée pendant la RMP à 63 puits et 11 sources. Le taux d'exécution de la sous composante globale s'établit à date par rapport à l'objectif révisé à 49,20%. Le PTBA 2011 est exécuté à 50%, avec 10 puits achevés. Les travaux se poursuivent en 2012 sur les 10 autres puits qui sont à des niveaux variables de réalisation : 3 sont achevés et en attente de la descente des buses, 4 en attente de la pose des pompes et 3 au stade du fonçage. Quant au PTBA 2012 qui a prévu réaliser 22 puits, le niveau d'exécution est de 0%.
31. La mission a relevé au cours des visites organisées la mauvaise qualité des travaux de certaines superstructures dénotant une insuffisance de suivi par l'UGP et du contrôle par la DIH. En outre, il est revenu que les populations bénéficiaires mobilisent

⁴ Constitués de houe, pelle, pelle- bêche, râteau, lime, pioche, arrosoir, pulvérisateur, cordeau, bande métrique, brouette

difficilement leur contribution, ce qui retarde davantage les entreprises dans l'avancement des travaux. Par ailleurs, la mission a relevé que les ouvrages achevés et réceptionnés font l'objet d'exploitation par les populations sans que le comité de gestion soit investi de ses tâches. Ainsi les entretiens usuels de l'équipement d'exhaure ne sont pas assurés, ce qui est susceptible de compromettre la durabilité de la pompe. Enfin, il est noté un retard dans le recrutement de l'ONG qui sera en charge des actions de formation, de sensibilisation/animation, d'éducation sanitaire et de mise en place du réseau des artisans réparateurs et de l'assistant hydraulique. Concernant ce dernier, son recrutement peut être sursis eu égard au délai restant pour l'exécution des derniers ouvrages dont le délai d'exécution n'excède pas trois mois et l'UGP devra recourir à une location de main d'œuvre pour la durée des travaux. Il est à rappeler que la mise en eau des puits devra se faire impérativement en fin de saison sèche, les ordres de commencer les travaux devront en tenir compte.

32. **Aménagement des sources.** 04 sources sont à aménager au titre du PTBA 2012. Des dispositions devront être prises pour la sélection des opérateurs en même temps que ceux des puits. Les dossiers de consultation peuvent être lancés sur la base des dossiers similaires déjà acceptés par les parties prenantes.
33. **Installation des comités de gestion.** A date 38 comités de gestion des points d'eau ont été installés/créés. Toutefois, n'ayant pas encore été formés, ces comités n'existent que de nom car les tâches et missions attendues d'eux ne sont pas assurées. Il ya donc nécessité de diligenter la mobilisation de l'ONG pour dispenser les formations et les animations/ sensibilisations requises.
34. **Etat de mise en œuvre des recommandations de la RMP.** Des onze recommandations formulées au terme de la RMP de juin 2011, 5 sont exécutées et observées et les sept autres relatives aux protocoles de collaboration avec les Conseils départementaux, au suivi approprié des chantiers par le responsable de la composante, au recrutement d'un assistant au responsable de la composante et à la désignation du responsable de la composante comme membre et rapporteur de la commission de dépouillement des offres ne sont pas réalisées. La situation de l'exécution desdites recommandations est présentée en annexe 1.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Lancer avec diligence les appels d'offres concernant les ouvrages de franchissement, les ouvrages hydrauliques, les sièges des CMEC sur la base des dossiers similaires ayant précédemment requis l'avis de non objection du FIDA.	Responsable Infrastructures, RAF, Coordonnateur	Immédiatement
Mettre en œuvre les recommandations non encore exécutées afin d'améliorer les performances du projet.	UCP, Responsables des composantes, chacun en ce qui le concerne	31 août 2012

Composante 4 : «Développement des services financiers ruraux»

35. L'évaluation à mi-parcours du PRODER 2 a réduit de 25 à 20 le nombre de caisses d'épargne et de crédit à créer dans les zones d'intervention du projet. Outre le nombre de caisses, la mission de revue à mi-parcours avait formulé d'autres recommandations. Le niveau d'exécution de ces recommandations est résumé dans le tableau ci-dessous :

Recommandations	Echéance	Niveau d'exécution
Préparer et lancer un seul appel d'offre pour la construction des 11 caisses restantes en utilisant les DAO des caisses existantes	Septembre 2011	Aucune caisse construite en 1 an. Seulement le DAO a été élaboré
Mettre en place des produits de crédit à taux raisonnable (3% à 5% par mois)	Février 2012	Taux d'intérêt réduit de 10% à 8% par mois. Produits de crédit

Recommandations	Echéance	Niveau d'exécution
avec des termes appropriés (3, 6, 9, 12 mois). Développer un produit de crédit destiné au financement de l'agriculture, particulièrement la culture du manioc		agricole non créés.
Partenariat avec le Fonds Soutien Agricole (FSA) et le Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-économique des Groupes Défavorisés (PARSEGD) pour soutien au crédit agricole	Février 2012	Dépôt des dossiers au FSA et négociations engagées avec le PARSEGD
Articuler les GIEC avec les CMEC	Septembre 2012	Note de service du projet pour demander l'adhésion des GIEC aux CMEC
Mise en place d'une faîtière	Décembre 2011	Préparation d'une concertation avec les caisses. Méthodologie, statuts et règlements intérieurs rédigés

36. Le projet a accusé un retard dans la construction des caisses. Sur les 11 caisses prévues en 2012, aucune caisse n'a été construite à date. Toutefois, les DAO sont montés et soumis pendant la mission à la non-objection du FIDA. Le projet estime que la construction des 11 caisses pourra être achevée en 2012.
37. Le projet n'a pas pu développer de nouveaux produits car le recrutement du consultant international qui devrait apporter un appui technique aussi bien aux caisses qu'à l'OPM, n'a pas été effectué. Ce délai dans le recrutement a aussi affecté le développement des produits agricoles. La mise en place de la faîtière fait partie des termes de référence du consultant international à recruter. La mission a été informé que le retard dans le recrutement de l'expert international résulte de l'objection initiale de la part de la tutelle pour la mise en œuvre de la recommandation, et notamment sur la durée de la prestation. Compte tenu du retard accusé dans le recrutement du consultant, l'OPM avec l'appui du projet a rédigé un draft de la méthodologie, les statuts et règlements intérieurs d'une éventuelle faîtière. En attendant la mobilisation de l'expert pour leur révision et finalisation, ces documents seront partagés avec les caisses au cours des concertations programmées par le projet.
38. Quelques GIEC sont membres des CMEC. Le taux d'adhésion reste très faible et requiert des efforts supplémentaires du projet pour accroître l'articulation entre les CMEC et les GIEC. A cet effet, une note de service a été élaborée au projet pour demander l'adhésion des GIEC aux CMEC. Cette démarche aboutirait non seulement à la satisfaction des besoins de financement des GIEC, mais aussi à la transformation des épargnes en crédits dans les caisses qui pour l'instant enregistrent un excédent de liquidité dans leur totalité.
39. Le tableau ci-dessous mesure les réalisations du projet, en tenant compte des ajustements fait lors de l'évaluation à mi-parcours.

	2008	2009	2010	2011	2012
Caisses Créées	3	5	5	7	0
Cumul Caisses		8	13	20	20
Sièges rehab / construits			2	5	
Cumul sièges				7	
Formations par année	26	142	206	208	153
Cumul formations		168	374	582	735
Membres par année	235	690	1171	2035	443
Cumul Membres		925	2096	4131	4574
Encours épargnes par année	1 694 990	15 367 055	63 064 249	189 787 812	253 725 992

40. Le projet a atteint son objectif en termes de nombre de caisses créées. Les 20 caisses servent un total de 4574 membres, soit un ratio de 229 membres en moyenne par caisse. Le projet devrait inciter les caisses à accroître leur sociétariat pour atteindre un niveau qui faciliterait le passage vers l'autonomie après la fin du projet. L'encours d'épargnes dans les caisses au 30 avril 2012 se situe à 253 725 992 pour un encours de crédit de 140 451 525. Le taux de transformation des épargnes a connu une nette amélioration par rapport aux années précédentes et se situe autour de 55% (38% au cours de la revue à mi-parcours de juillet 2011). Toutefois, les caisses dégagent toujours un excédent de liquidité qui financerait les besoins énormes de crédit des GIEC et agriculteurs des communautés où elles opèrent.
41. La question de la pérennité des 20 caisses créées reste un problème majeur à 18 mois de la clôture de PRODER 2. Il est donc impératif d'élaborer une stratégie de sortie avant la fin de l'année 2012, qui consisterait entre autres, à mettre en place un organe faïtier, et renforcer les capacités techniques et organisationnelles des caisses et de la faïtière. Au regard du volume d'épargnes collecté auprès des communautés où sont implantées les caisses, on peut aisément conclure que les caisses ont un rôle important dans le développement de leurs communautés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Diligenter la construction des 11 caisses restantes	UGP	Novembre 2012
Mettre en place la faïtière	UGP	Décembre 2012
Recruter le consultant international pour accompagner la mise en place de la faïtière, et appuyer aussi bien les caisses que l'OPM, et poser les jalons de la pérennité.	UGP	Septembre 2012
Envisager la mise en place d'un point de service à Mossendjo	UGP	Octobre 2012
Lancer une commande pour les imprimés dans les caisses	UGP	Immédiatement

D. Avancement de l'exécution du projet

Gestion Interne

42. **Coordination de l'UCP**: les réunions de coordination de l'UCP doivent apporter plus de visibilité sur : (i) l'état d'avancement du PTBA de la période passée, (ii) l'exécution financière ; (iii) les programmation des activités de la période avenir afin de vérifier leur cohérence et la synergie entre les composantes. Actuellement, les réunions effectuent plus le point des difficultés et problèmes rencontrés sans passer en revue l'état d'avancement du PTBA et l'exécution financière (point sur la trésorerie, état des décaissements, suivi de l'exécution budgétaire...). La mission a noté une meilleure rationalisation et suivi des dépenses de coordination (baisse des perdiems, limitation des missions, mise en place de fiche de dépenses pour les véhicules...).
43. **Actualisation du Manuel** : la révision du manuel devra porter sur les éléments ci-après : (a) revoir les schéma d'écritures comptables afin de comptabiliser la TVA concédée par l'Etat dès l'enregistrement de l'engagement de la dépense dans la comptabilité du Projet, (b) revoir le plan comptable du Projet pour scinder le compte « FIDA- DRF à établir », en compte « FIDA-DRF à établir/Compte Désigné » et « FIDA-DRF à établir/Compte de contrePartie », supprimer les comptes intermédiaires créer pour constater les dépenses préfinancées par Etat et transmis au FIDA pour remboursement. Ces comptes biaisent les informations sur le stock de dépenses à régler par le FIDA ou l'OFID, (c) – revoir les procédures en passation de marché afin de définir clairement les commissions d'évaluation des offres et les seuils d'analyse desdites commissions;
44. **Gestion Comptable** : La mission note une nette amélioration de la gestion comptable du Projet : fiches d'imputation systématisées sur les pièces de dépenses,

saisie à jour des informations comptables dans le logiciel, Balance générale est équilibré, inventaire et PV d'inventaire de l'exercice 2011 disponible, situations intermédiaires comptables disponibles mais pas édités et enfin, une meilleure tracabilité des opérations comptables par bailleur. L'assistant comptable stagiaire a beaucoup apporté dans l'amélioration de la situation. Toutefois, le contrôle interne du Projet devra être renforcée; en effet, la mission a relevé des erreurs imputables à une insuffisance du contrôle interne, particulièrement dans l'analyse des comptes (processus d'engagement de la dépense non respecté, erreur dans la saisie des données, non validation des fiches d'imputation comptables par le comptable et le RAF, l'absence de mission de contrôle auprès des Comptables des Facilitateurs afin de vérifier l'utilisation des ressources transférées, l'absence d'arrêté de caisse lors des réapprovisionnements de la caisse de menue dépenses, fiches de perdiems et d'avance de fonds non signées par le RAF).

45. **Elaboration DRF** : la mission a noté l'effort satisfaisant du Projet afin de préparer 2 DRF de réapprovisionnement du CS et 2 DRF de remboursement du CP en avril 2012, couvrant les dépenses de la période juin -décembre 2012. Au titre, de l'exercice 2012, elle relève qu'une seule DRF a été payée par le FIDA (en mai 2012).
46. **Gestion de la Trésorerie** : En 2011 et 2012, le Projet a essentiellement travaillé qu'avec les ressources de contrepartie. En l'absence de ressources sur le compte FIDA, l'ensemble des activités FIDA et une partie des activités OFID a été pré financée avec les fonds de contrepartie. Cette situation pose deux problèmes à date: a) le projet doit préparer des DRF de remboursement sur les comptes spéciaux à hauteur de 740 millions FCFA, b) le délai autorisé pour la présentation des dépenses (3 mois) est dépassée pour les dépenses éligibles au financement FIDA (565 M FCFA).
47. Il est important de rapidement régulariser cette situation. Par ailleurs, elle a vivement recommandé à l'UGP de transmettre des DRF avec plus de régularité
48. De manière spécifique, la gestion du compte spécial FIDA doit être améliorée; au moment de la transmission des DRF 39 et 40 (représentent 87% du dépôt initial), la trésorerie du projet se situait à 29 MFCFA. Il est important que le projet prenne en considération dans la gestion de sa trésorerie, que : (i) 70-80% des dépenses FIDA seront désormais exécutées à partir du compte spécial selon les nouvelles directives du FIDA, (ii) les délais de traitement des DRF au FIDA est estimé entre 4 à 6 semaines
49. Concernant le CS OFID, la mission a établi le plan des dépenses prévisionnelles sur la période restante en prenant en compte le paiement des décomptes des entreprises exécutant les travaux d'infrastructures sur le compte spécial; il ressort que le niveau du dépôt initial serait insuffisant pour faire face aux paiements attendu en juillet 2012 et novembre 2012, et un préfinancement de l'Etat serait nécessaire pour ne pas bloquer l'avancement des travaux.
50. Sur le compte de contre-partie, la mission a noté le pré-financement de dépenses (frais de mission, carburant, indemnités commission de liquidation....) du PRODER NORD, à date non apurées, pour un montant de 10.495.000 FCFA.
51. Dans l'ensemble, la mission retient que la trésorerie du Projet souffre encore de l'absence d'une planification des dépenses et des ressources, qui pourra à court terme être un facteur de blocage lorsque tous les marchés d'infrastructures seront lancés.
52. La mission a par conséquent encouragé le projet à finaliser le plan de dépenses prévisionnel à partir des montants contractuels des marchés afin d'avoir une visibilité sur ces besoin en ressources financière sur les 6 mois restant de l'année 2012.

53. Entretien et Réparation des véhicules : la mission note que le budget de la rubrique sur le PTBA 2012 été consommé à hauteur de 59%.
54. Elle a recommandé à l'UGP de rationaliser l'utilisation des fonds et mentionner systématiquement sur les carnets de bord les approvisionnements en carburant.
55. Mise a disposition des fonds au Partenaires : La mission relève que des montants important sont actuellement transférés aux facilitateurs qui relaie l'UGP dans certaines activités sur le terrain. Les Facilitateurs étant des Prestataires de services, il importe pour l'UGP, d'effectuer un meilleur contrôle sur la sécurisation et l'utilisation des fonds.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Régulariser sur le Compte de contrepartie en demandant en remboursement au FIDA (560 millions FCFA) et OFID (357 millions FCFA) les sommes préfinancées.	RAF Comptable	20/07/2012
Transmettre conformément aux recommandations des missions précédentes, des DRF avec plus de régularité	RAF Comptable	permanent
finaliser le plan de dépenses prévisionnel sur OFID à partir des montants contractuels des marchés d'infrastructures afin d'avoir une visibilité sur les besoin en ressources financières sur les 6 mois restant de l'année 2012.		30/06/2012

Partenariat et suivi des activités par les services techniques

56. Dans la mise en œuvre du PRODER Sud différentes structures/institutions et Opérateurs sont parties prenantes. Les conventions signées avec ces partenaires se doivent d'être mieux axées sur les résultats. Aussi, le projet se doit d'exiger des rapports d'étapes et des rapports annuels de ses partenaires.

Directions Départementales de l'Agriculture et Chef de Secteurs Agricoles

57. Les DDA et les CSA ont été introduits dans le système de mise en œuvre du PRODER Sud suite à la défaillance des opérateurs partenaires départementaux initialement prévus. En effet, face aux difficultés de recruter des opérateurs efficaces et disponibles dans la zone du Projet, l'Unité de Coordination du Projet a sollicité et obtenu l'accord du FIDA pour recruter des Facilitateurs de terrains qui sont implantés au sein des Directions Départementales de l'agriculture pour assurer l'ensemble des tâches de programmation et de suivi des l'exécution des opérations du Projet dans le département concerné.
58. La mission n'a pu véritablement apprécié le suivi et la supervision faite par les DDA dans leur départements respectifs. Cependant, les GIEC ont confirmé les passages réguliers des CSA et leur encadrement notamment pendant la phase de mise en place des parcs a bois. Ces CSA sont à la base de la collecte et remontée des données de suivi évaluation du PRODER SUD.
59. **Direction Inter Départementale de l'Hydraulique :**
60. La DIH est intervenue de manière satisfaisante pour assurer les prestations de contrôle et suivi de la réalisation des points d'eau (puits et aménagements de sources. Toutefois le volet mise en place des comités de gestion, Animation – Sensibilisation-éducation sanitaire des bénéficiaires n'a pas été réalisé dans la zone d'intervention du Projet de telle sorte que les populations n'arrivent à s'acquitter de leurs cotisations pour l'entretien du point d'eau. Les prestataires de ce volet Hydraulique, se sont acquittés convenablement des services et travaux confiés.

Direction Départementale des Travaux Publics et Equipements (DDETP)

Le Contrôle des travaux par les DDTP a permis de contenir les coûts du contrôle des travaux eu égard la dispersion des ouvrages dans l'ensemble des départements et la simplicité des ouvrages pour lesquels le recours à des bureaux privés occasionnerait des coûts d'approche importants. Dans l'ensemble les différents intervenants dans ce volet se sont acquittés des missions et des travaux confiés. La qualité des travaux est acceptable. Des discussions sont par ailleurs en cours pour la conduite des études techniques dans le Kouilou par le DDETP.

61. **Conseils départementaux.** Les conseils départementaux participent aux réunions de pilotage du projet. Ceux du Niari et de la Bouenza ont également eu à convier le projet aux sessions du conseil. Ces sessions ont permis au projet de partager l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités et aussi de discuter des questions de collaboration et de coordination avec la planification locale. Deux expériences sont en discussion avec les conseils départementaux de la Lekoumou, et de la Bouenza, au regard des prérogatives à eux récemment accordées par la réforme nationale des TP. Il s'agit de la réhabilitation de 15 Km de pistes par le conseil de la Lekoumou et de la construction d'un ouvrage d'art par celui de la Bouenza.
62. **Institutions de recherche agricoles :** Les Instituts et centres de recherches agricoles impliqués dans la mise en œuvre du Projet (Le CERAG, Le CRAL et la fermes semencière de Mayoumina) ont fourni des prestations globalement satisfaisantes. La mission a apprécié lors de la visite le relèvement des capacités du CRAL en matière de production de vitroplants de manioc. Les chercheurs ont été sensibilisés sur le fait que la capacitation de leur structure n'est qu'un moyen pour toucher la cible primaire du projet qui demeure les petits producteurs. Des efforts devront à cet titre être faits, pour mieux planifier et apprécier le nombre de bénéficiaires à toucher par la multiplication et distribution des semences de diversification (maïs, arachides, soja, haricot).
63. **Opérateur de Crédit :** L'opérateur de crédit recruté pour fournir un encadrement et un bon suivi de la mise en place des CMECs a fourni des prestations moyennes. En effet, les bureaux des CMECs n'ont pas encore atteint une autonomie de premier niveau à cause de la faiblesse des ressources mobilisées d'une part et d'autre part des limites techniques de l'opérateur qui n'arrive pas à proposer des solutions pour lever les contraintes rencontrées par les sociétaires. Pour remédier à cette situation, il est proposé une assistance technique de courte durée pour renforcer tout le système mis en place.

Suivi-évaluation

64. Le projet a réalisé une étude socioéconomique, une étude anthropométrique et récemment une évaluation d'effets. L'évaluation d'effet a été conçue, mise en œuvre et les données analysées et reportées par la composante sans l'appui d'un consultant. La composante est à féliciter à cet effet. Un dispositif d'échantillonnage spécifique à chaque composante se devait d'être préféré au dispositif uniforme à 4 niveaux. La mission a noté l'existence d'un système de suivi évaluation interne. Les données sont collectées à la base par les CSA. Elles sont ensuite compilées par le facilitateur et transmises à la composante Suivi évaluation du projet. La revue à mi-parcours avait relevé la faible qualité des données collectées qui ne permettaient pas d'apprécier la situation exacte sur le terrain. Suite à ce constat, la composante a révisé ses fiches de collecte de données, et procédé à un recyclage des CSA.
65. La mission a aussi relevé que la collecte et la transmission des fiches de suivi vont du CSA au facilitateur vers le projet sans implication des DDA. Ces derniers se doivent

d'assurer la responsabilité de la transmission des données au projet. Les données seront au préalable soumises à leur appréciation / validation par le facilitateur. La composante devra par ailleurs, développer de concert avec les structures de recherche, 2 protocoles pour le suivi des rendements et sur les comptes d'exploitation. Enfin, au regard de l'imminence de la date d'achèvement prévue pour décembre 2013, le projet est invité à préparer un protocole d'évaluation finale qui devra être exécuté au 1^{er} trimestre 2013 en vue de la rédaction du rapport d'achèvement.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Développer et exécuter 1 protocole pour le suivi des rendements du manioc et 1 autre sur les comptes d'exploitation	RSE	Septembre

Communication et gestion des connaissances et innovations

Partenariat avec les radios locales

66. Le projet a signé des contrats de prestations avec cinq radios locales et leur a apporter un appui matériel (ordinateur et enregistreurs numérique). Jusqu'ici les émissions sont produites par une consultante basée à Dolisie. Pour renforcer les capacités des radios locales, une formation des animateurs devraient être envisagée en collaboration avec la Radio Rurale nationale.
67. Les informations économiques sont inexistantes dans les programmes des radios. Un dispositif de collecte et de diffusion de ces informations devra être mis en place avec l'appui d'Agri Congo qui a des compétences en la matière.

Clubs d'écoute

68. Une vingtaine des Club d'écoute ont été créées autour des différentes radios en partenariat avec le Projet. Le projet envisage de renforcer les capacités de ces clubs pour mieux les impliquer dans l'identification des thèmes et la préparation des émissions.

Documentation des résultats

69. La mission a constaté par endroit, de bonnes pratiques ainsi que des résultats relativement satisfaisants en matière de multiplication et diffusion des boutures. Ces résultats ne sont malheureusement pas capitalisés, documentés et partagés. Les visites d'échange entre groupements sont à promouvoir à l'image de celle déjà réalisée avec succès. Par ailleurs, un documentaire devra être envisagé pour capturer les résultats et bonnes pratiques au niveau du CRAL et des GIEC leaders.

E. Aspects fiduciaires

Gestion financière

70. Les biais constatés dans le paramétrage du logiciel par la RMP et la recommandation demandant de revoir le paramétrage et effectuer une formation des utilisateurs sur le logiciel n'a pas été mise en œuvre. A date, il est difficile d'établir automatiquement les DRF/DPD, une situation exacte des engagements du Projet sur le budget du PTBA, la situation des décaissements effectifs sur les réalisations financières du PTBA et même, la situation exacte des réalisations financières sur le PTBA. Lesdites situations nécessitent d'effectuer manuellement et systématiquement, des retraitements en extra-comptable, avec des risques d'erreurs.

Réalisations financières cumulées du Projet.

71. Le cumul des réalisations financières du Projet (FIDA, OFID, Etat) est estimé à 4,846 milliards FCFA (environ 9,899 millions USD) pour un coût de Projet hors bénéficiaires évalué après RMP à 21,630 millions USD (environ 9,733 milliards FCFA au taux de 450 FCFA).

Milliers USD

Composantes	FIDA			OPEP			ETAT			TOTAL		
	Allocat	Réali	%	Allocat°	Réali	%	Allocat°	Réali	%	Allocat°	Réali	%
Accès aux Marchés et aux Bassins de Production	15	14	93%	6 117	1030	17%	1 361	82	6%	7 493	1127	15%
Appui à la Production et à la Commercialisation	2 832	2 301	81%	263	0	0%	1 647	149	9%	4 742	2450	52%
Hydraulique Rurale	4	6	152%	1 034	444	43%	74	60	81%	1 112	510	46%
Développement des Services Financiers Ruraux	1 402	736	52%	0	0		130	7	5%	1 532	742	48%
Coordination et gestion du projet	4 228	4 029	95%	87	0	0%	2 437	1041	43%	6 751	5070	75%
Total	8 481	7 085	84%	7 500	1 475	20%	5 649	1 339	24%	21 630	9 899	46%

72. Les réalisations financières se répartissent comme suit par composante : 11% sur la composante Infrastructure ; 25% sur la composante Agriculture ; 5% pour l'hydraulique Rurale, 8% sur la composante Développement des services Financiers ruraux et 51% sur la composante Coordination&Gestion.

Performance financière des bailleurs.

Bailleurs	% plan de financement après RMP	% par rapport aux réalisations financières cumulées du Projet	Taux d'exécution de son financement	Taux d'exécution financière globale par rapport au Coût HT du Projet
FIDA	39	73	76	46% ⁵
OFID	35	14	19,66	
Gouvernement	26	12	24	

73. FIDA : les engagements sur les ressources du Prêt FIDA sont estimés 3,747 milliards FCFA (environ 4.998.722 DTS), soit 85% des ressources du Prêt. Les réalisations financières sur le Prêt FIDA s'élèvent à 3,542 milliards FCFA (environ 4.527.123 DTS), soit à date, un taux de réalisation financière de 76% du financement FIDA.
74. Le retraitement du tableau des décaissements du FIDA par catégorie de dépense (5,820 millions USD) montre que 61% des décaissements effectués concernent des dépenses de la composante « Coordination&Gestion » contre 39% pour les composantes d'investissement (la composante appui au développement agricole 28% des décaissements et 10,5% pour le Développement des services financiers).
75. OFID : les engagements sur les ressources du Prêt OFID sont estimés à 2,106 millions USD, soit 28% des ressources du Prêt. Les réalisations financières s'élève à 1,477 millions USD, soit à date, un taux de réalisation financière de 19,66% du financement OFID. Les « engagements fournisseurs » en cours du Projet (pris en 2011) se chiffrent à 631.000 USD.

⁵ Le taux de réalisation globale à la RMP (juin 2011) était de 43% (coût du Projet estimé 17,663 millions USD HT et les réalisations financières ont été évaluées à 7,683 millions USD). Les engagements cumulés ont été estimés à 4,066 millions USD, soit un taux d'engagement de 51%.

76. Etat : Les réalisations financières sur les fonds de contrepartie se chiffrent à 602 millions FCFA (1.339.000 USD), soit un taux de réalisation financière de 24% du financement Etat. Principalement, 77% des ressources décaissées concernent la composante Coordination et Gestion. Sur les composantes Infrastructures et hydraulique rurale ou l'Etat finance à pari passu avec l'OFID, les ressources allouées auxdites composantes sont respectivement de 6% et 4%.

Exécution Financière des PTBA 2008-2012

Année	2007	2008	2009	2010	2011	Juin 2012
Montant Prévu/PTBA	1 485 263	2 401 112	2 684 208	2 768 991	2 304 900	2 517 690
Réalisations financières	513 880	739 556	887 174	1 031 924	1 537 349	401 750
Taux d'exécution du PTBA	34,60%	30,80%	33,05%	37,27%	66,70%	15,96%

77. Le tableau ci-dessus indique pour les 4 premières années du projet, des réalisations financières annuelles de l'ordre de 30%, contre 66% à la 5ème année en 2011. Après 6 mois d'exécution du budget 2012, seulement 16% ont été exécutés, du fait que aucun engagement financier n'a pour l'instant été pris, en matière de réhabilitation de pistes et d'hydraulique rurale. Le processus de passation des marchés est encore au stade dépouillement pour certains dossiers et au stade contractualisation pour d'autres.

Engagements et réalisations financières sur le PTBA 2012

78. Le PTBA 2012 représente 43% du budget du Programme d'activités 2012-2013 (composantes opérationnelles).
79. A date, les engagements du Projet sur le PTBA 2012 se chiffrent à 330 M FCFA (environ 660.000 USD) et le taux de réalisation financière sur les composantes opérationnelles est le suivant : 0% sur les infrastructures ; 25% sur la composante Agriculture ; 0% pour l'hydraulique Rurale, 17% sur la composante Développement des services Financiers ruraux.
80. La mission note que, sur les composantes Infrastructures et hydraulique Rurale, qui représente 66% du budget du PTBA 2012, aucun engagement financier n'a été contractualisé à date par le Projet, soit 6 mois avant la fin de l'exercice budgétaire.
81. Si le processus de signature des contrats n'est pas bouclé dans les 2 mois avenir, la capacité du PRODER SUD à réaliser le programme d'investissement des infrastructures définis par la RMP risque d'être sérieusement hypothéquée.

Performance financière des bailleurs PTBA 2012.

Bailleurs	% plan de financement	% par rapport à l'exécution financière 2012	Taux d'exécution de son financement prévisionnel 2012	Taux d'exécution globale par rapport au PTBA 2012
FIDA	20	62	50	16%
OFID	52	16	5	
Gouvernement	28	22	12	

Décaissement sur le Prêt FIDA

82. Au 03.06.2012, les paiements effectués sur les ressources du prêt FIDA (en prenant en compte le dépôt initial) s'élèvent à 4.190.165 DTS (6.497.017 USD) sur un montant alloué de 5.900.000 DTS, soit un taux de décaissement de 71%.
83. Par ailleurs, le Projet a transmis au FIDA en mai 2012, la DRF 40 d'un montant de 164 millions FCFA (328.895 USD) et les DRF de remboursement 41 et 42 sur le compte de contrepartie pour un montant cumulé de 266 millions FCFA (553.116 USD) sont en cours de préparation.
84. En prenant en compte les DRF n°40, 41,42, le montant total des décaissements prévisionnel sur les ressources du Prêt se chiffre à 4.972.255 DTS (environ 7,55 millions USD), soit un taux de décaissement de 84%.

Exécution Catégorielle sur le Prêt FIDA_au 03/06/2012.

85. La situation des dépenses par catégorie du Projet montre sur les catégories « Génie Civil » (133%), « convention, contrats d'exécution » (125%), « coûts de fonctionnement (102%) un dépassement des allocations prévues.
86. Les catégories « assistance technique » (95%) et « salaires (97%) ont pratiquement consommé les allocations prévues.
87. L'analyse catégorielle révèle que la majorité des ressources du Projet a été décaissée sur les catégories « Fonctionnement » (16%) et « Salaires » (24%), soit un total de 40% des décaissements opérés par le PRODER 2 à date.
88. **Reconstitution du compte Désigné FIDA:** Au 03.06.2012, sur une dépôt initial de 500.000 euros, le solde disponible sur le CD est de 210.950 euros, soit 42%. La DRF 40 d'un montant de 250.700 euro (dépenses juin-décembre 2011) a été transmise au FIDA depuis avril 2012 et a fait l'objet de demande de complément d'information, à laquelle le projet a répondu.

Décaissement sur le Prêt OPEP

89. L'avance de fonds du Prêt OPEP a été mise en place à hauteur de 796.092 \$ (371 M FCFA). Le taux de décaissement sur les ressources du Prêt OFID (dépôt initial y compris) est de 20% au 3/06/2012 (soit un montant de 1.502.236 USD).
90. La DRF 005 de remboursement sur le compte de contrepartie d'un montant de 180 millions FCFA (environ 361.762 USD) est en cours de finalisation et le stock de dépenses susceptibles d'être présenté en remboursement à OFID est estimé à 176 millions FCFA (environ 352.921 USD).
91. Au 3.06.2012, en tenant compte de la DRF de remboursement n°005 et du stock de dépenses susceptibles d'être présenté en remboursement à OFID, le taux de décaissement prévisionnel sur le Prêt OFID est de 30%.

Décaissement sur les ressources de la Contrepartie.

92. Après RMP, la contribution du Gouvernement a été revue. Elle est passée de 4,703 millions USD à 5,648 millions USD, soit une augmentation de 26%. La contribution en numéraire initialement estimé à 1,468 millions USD, a été réévalué à la hausse à 4,287 millions USD afin de tenir compte des dépassements sur les allocations par catégorie de dépenses sur le financement FIDA (2,157 millions USD), le financement en pari-passu des infrastructures avec OFID (887.000 USD) et les activités à financer sur fonds de contrepartie, en particulier l'entretien des pistes réhabilitées (531.000 USD) et les décaissements sur les fonds de contrepartie entre 2006-2011 pour

dépenses de fonctionnement (957.000 USD). Le montant des taxes et droits de douanes a été estimé à 1,361 millions USD.

93. Le Projet ne disposant pas de tableau de suivi des exonérations, le montant des taxes imputables à la contribution n'est pas connu. Toutefois, la mission a estimé sur la base de l'état des dépenses du Projet sur les financements FIDA et OPEP, la TVA concédée par l'Etat (18%) à 849 M FCFA.
94. Concernant sa participation en numéraire, l'Etat a débloqué 1,770 milliards FCFA de fonds de Contrepartie (environ 3.450.000 USD), soit 83% du montant à décaisser par l'Etat après RMP. **Cet effort significatif de mobilisation de la contrepartie nationale est à saluer et à poursuivre.**
95. Les dispositions seraient en train d'être prises au niveau du trésor, pour le décaissement de la contrepartie de l'Etat de l'année 2012 d'un montant de 400 millions FCFA (800.000 USD). Au 03.06.2012, le solde du compte de contrepartie s'élève à 344 millions FCFA (environ 688.000 USD).
96. **Passation de marchés.** Le plan de passation des marchés du PTBA 2012 sur la période janvier - juin 2012 s'élève à 1.771 M FCFA, soit 82% du budget du PTBA 2012. A la date du 02.06.2012, le taux d'engagement est de 2,37% (42 millions FCFA) pour des réalisations financière de 1,70% (30 millions FCFA).
97. Le Tableau de suivi d'exécution des marchés, montre que sur les engagements prévisionnels sur les infrastructures estimé à 1,473 milliards FCFA, le Projet à date, n'a rien contractualisé. Cette situation, si elle n'évolue pas, risque d'impacter sur la capacité du projet à réaliser les infrastructures déterminées par la RMP. Les experts techniques ont rassuré que la saison des pluies étant attendue en octobre dans le sud, le projet avait encore une marge de manœuvre pour atteindre les résultats quantitatifs annuels si les contrats étaient tous finalisés et les travaux engagés au plus tard la fin Juillet 2012.
98. S'agissant des procédures de passation des marchés, l'examen de quelques dossiers n'a pas indiqué de vices en matière d'attribution de marchés. Cependant la mission a attiré l'attention du projet quant au paiement de la TVA sur facture fournisseur.
99. **Dispositions de l'Accord de Prêt.** Suite à la mission des services financiers du FIDA, le Projet a tenu compte du taux de refinancement de 85%HT pour les dépenses sur la catégorie fonctionnement sur les DRF 39 et 40. Concernant le PTBA 2012, il a été transmis au FIDA seulement le 14/02/2012, ce qui représente un retard assez significatif par rapport aux dispositions de l'accord de financement.
100. **Audit.** Pour l'audit des comptes 2011, le Cabinet CANAL AUDIT a démarré ses travaux le 5/06/2012. La mission a échangé avec le cabinet sur la révision du manuel de procédures et les seuils de signatures de l'UCP en passation de marchés.

	Actions	Responsables	Dates butoirs
Gestion Financière	le paramétrage du logiciel doit être revu, si possible, par le Spécialiste Informaticien ayant revu le paramétrage des projets FIDA au Niger, au Tchad et en Centrafrique.	RAF	30/07/2012
Affectation des Ressources du Prêt FIDA	introduire dans les meilleurs délais une requête de réallocation des ressources du Prêt et se conformer à la recommandation de la RMP demandant que le gap de financement sur les catégories « Fonctionnement », « salaires », « assistance technique » et « contrats d'exécution » soit supporté sur le financement de la contrepartie.	RAF	Immédiat

	Actions	Responsables	Dates butoirs
Comptes Spéciaux	Régulariser les avances non justifiées aux prestataires et partenaires du Projet	RAF	30/06/2012

F. Durabilité

101. Le succès du projet réside principalement dans la diffusion de nouvelles variétés saines de manioc à haut rendement à travers les GIEC. Lesdites variétés sont très appréciées par les membres des GIEC et les autres producteurs environnants. Un des atouts pour la pérennisation des acquis du projet tient à la forte implication des services techniques du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, notamment les Directions Départementales de l'Agriculture (DDA), les Chefs de secteur agricole (CSA) et le CRAL dans sa mise en œuvre.
102. Un autre atout concernant la pérennisation des acquis du projet a trait à l'émergence de GIEC bien organisés et bien gérés. En la matière, un certain nombre de prérequis sont à satisfaire dès à présent. Il s'agit de :
 - ✓ la recherche d'une solution appropriée au problème foncier auquel ils sont confrontés en vue de les inciter à investir dans leurs unités de production ;
 - ✓ le renforcement de leurs capacités à travers des formations en organisation paysanne, en gestion et en marketing. En sus des formations prévues, un accompagnement en gestion par une ONGD devra être envisagé.
 - ✓ la mise en œuvre d'actions pilote de transformation. A cet effet, la problématique de l'eau posée de façon cruciale en zone de savanes devra trouver une solution à travers la réalisation urgente de forages ou d'impluviums. Le four Djilimo primé à la foire commerciale sur l'innovation organisée par le FIDA à Ouagadougou au Burkina Faso, pourrait être expérimenté. Le four est utilisé pour sécher les dérivés du manioc comme le tapioca, les granulés de manioc et la farine de manioc de haute qualité qui peut être utilisée dans le secteur de la pâtisserie.
103. La durabilité des ouvrages mis et à mettre en place, doit constituer une préoccupation pour le PRODER 2 et ses partenaires institutionnels et les populations bénéficiaires. L'implication des Directions Départementales concernées (Hydraulique et Travaux Publics), des populations concernées et des conseils départementaux aux étapes de mise en place des ouvrages (identification, validation, conception, suivi et contrôle, contribution en investissement humain) devra être considéré comme un premier pas vers l'appropriation.
104. Concernant les ouvrages hydrauliques, le retard dans la contractualisation d'une ONG pour les campagnes d'animation, sensibilisation, d'éducation sanitaire et de formation, place les ouvrages dans une situation risquée d'autant plus que les entretiens usuels de maintenance des pompes à assurer par le comité de gestion du point d'eau ne sont pas faits en raison de l'inopérationalité des comités. Ces comités sont certes installés mais non encore formés sur leurs rôles et activités.
105. S'agissant des pistes réhabilitées, l'implication des Conseils Départementaux dans les travaux, facilitera leur prise en compte dans les travaux d'entretiens annuels du réseau d'intérêt local. Conformément à la nouvelle réforme nationale, l'entretien du Réseau d'Intérêt Local, objet de l'intervention des PRODERS, est du ressort des Conseils Départementaux avec une contribution financière du Fonds d'Entretien Routier. Cette contribution du FER n'est pas encore effective et l'entretien du RIL

est fonction d'année en année, des ressources mobilisées par les CD, dont plus de 90% proviennent du budget national sous forme de subvention. Cette dotation au mieux des exercices est mobilisée à hauteur de 80% en fonction des recettes enregistrées et des contingences des périodes de mise à disposition.

Bernard Hien
Chargé de Portefeuille de Pays

Jean Fulgence Mouangou
Directeur de Cabinet du Ministre de
l'Agriculture et de l'Elevage

Date

Date

Appendices

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 a Exécution des obligations de financement par source de financement au 12/06/2012(en millier USD)
- Appendice 3b Etat des dépenses effectives par composante et bailleurs de fonds au 31/05/2012
- Appendice 3c Etat des décaissement sur le prêt FIDA
- Appendice 3d Situation des engagements sur le prêt OFID au 31/05/2012 (en USD)
- Appendice 4 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 5 Cadre logique révisé du PRODER-SUD
- Appendice 6 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Faits essentiels

Pays	Congo	No. du projet	1327	No. du prêt/don DSF	688
Projet	Projet de développement rural dans les départements du Niari, de la Bouenza et de la Lekoumou			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	20/07/2012			Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	4		
Dernière Supervision	22/06/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	09/02/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	20/04/2006			Coût total	20.81	
Accord	22/05/2006	Délai d'entrée en vigueur	7.4	FIDA Total	8.41	
Entrée en vigueur	28/11/2006	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.41	71
Examen à mi-parcours	30/06/2011			Don DSF		
Achèvement	31/12/2013	Dernier amendement	08/10/2008	Don FIDA		
Clôture	30/06/2014	Dernier audit	30/06/2012	Financement national total	4.91	
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	0.55	0
				Government (National)	4.37	0
				Cofinancement total	7.49	
				OFID	7.49	12

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	6	6	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Coordination et gestion du projet	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Développement des services financiers ruraux	4	4	2. Autonomisation	3	4

3. Hydraulique rurale	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
4. Appui à la production et à la commercialisation	4	5	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
5. Accès aux marchés et aux bassins de production	3	3	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	3	4

B.5 Justification des notes

Globalement, l'évaluation d'ensemble de la mission est assez encourageante, et laisse augurer une année satisfaisante, si la tendance est maintenue, et les dispositions prises pour une mise en œuvre exhaustive du plan de travail et budget annuel 2012. Le taux d'exécution financière global du PRODER SUD de 46% à date, est moyen. La mise en œuvre du PTBA 2012 dans les délais prescrits, devrait permettre de relever ce taux à 63%. La ponctualité a été respectée en matière de réalisation des audits exercice 2011, et de soumission des rapports dans les délais au FIDA. Le système de SE est en place. En lien avec les recommandations de la RMP, des formations ont été dispensées pour améliorer la qualité des données collectées. La prise en compte du genre est perceptible sur le terrain, ainsi que l'efficacité du ciblage. Des améliorations significatives ont été notées en ce qui concerne la gestion interne et la gestion comptable. Le contrôle interne reste à améliorer. L'autonomisation et la gestion durable des investissements est un défi au niveau des caisses, puits. Des dispositions sont cependant en train d'être prises en matière de renforcement des capacités. Enfin, l'état honore ses engagements en matière de paiement en numéraire des fonds de contrepartie.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le niveau de réalisation de la composante accès aux bassins et marchés qui était de 13% en Juillet 2011 est passé à 20% en Juin 2012 grâce à la réalisation d'un certain nombre d'ouvrages de franchissement. La construction desdits ouvrages devrait permettre courant cette saison sèche, le démarrage des travaux de profilage et traitement des points critiques.

Les résultats pour l'Appui à la production et à la commercialisation sont largement au-delà des objectifs prévus au départ pendant la formulation du projet, avec 100% de taux de réalisation pour la mise en place des GIEC, 200% pour l'adoption de clones améliorés, et 850% pour la mise en place des parcs à bois. 7 266 ménages ont été servis en boutures saines de manioc ; 17 567 757 boutures produites ont été distribuées ; 2 836 plants de palmiers à huile ont également été distribués à 55 ménages. Plus de 38 000 animaux ont été vaccinés.

En hydraulique rurale, le taux d'exécution physique de 37% en Juillet 2011 est passé à 51%. Plus de 15 000 personnes sont désormais desservies en eau potable.

L'objectif de création de 20 caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC) est atteint avec près de 5000 membres. La pérennité de l'activité reste un défi. Le niveau d'exécution en ce qui concerne la construction des sièges des caisses est passé de 11% en Juillet 2011 à 33% en Juin 2012.

Le niveau d'exécution physique et financière du PTBA 2012 reste pour l'instant encore faible. Les travaux de piste qui représentent 66% du budget de ce PTBA ne démarreront que courant cette saison sèche.

Des améliorations significatives ont été notées en ce qui concerne la gestion interne et la gestion comptable. Le contrôle interne reste à améliorer.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

En tant que pivot du Programme-Pays, ce projet offre une série de bonnes pratiques dont peut s'inspirer le PRODER-3. Par ailleurs, le RSE du PRODER-2 pilote le processus d'unification du système de suivi-évaluation pour les 3 PRODER.

C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Risque de tension de trésorerie qui s'explique par la non préparation mensuelle de DRF et la faible planification des dépenses.
Avancement de l'exécution du projet	Risque en terme de faible appropriation si les activités de renforcement des capacités des CMECS ne sont pas mises en œuvre assez rapidement. Idem pour l'ONG chargée de former des comités eau. Résultats dans la production de semences. – Niveau d'exécution physique et financière des pistes et puits assez faible mais le retard est rattrapable si la passation des marchés est bouclée à temps.
Produits et réalisations	Idem que ci-dessus (C 3)
Durabilité	La mise en place des GIEC, des comités de gestion des points d'Eau, des Caisses d'Epargne et de Crédit, doit envisager sans délais le démarrage des activités visant la pérennisation et d'autonomisation des bénéficiaires. La stratégie de désengagement du PRODER 2 devra s'appuyer essentiellement sur le partenariat avec les structures à vocation pérenne que sont les services techniques, les Conseils Départementaux, les organisations des bénéficiaires. Un certain nombre de protocoles de collaboration prescrivant le renforcement des capacités de ces structures ont été signés. Leur mise en œuvre devra être la priorité des prochains mois.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Trésorerie	Introduire dans les meilleurs délais une requête de réallocation des ressources du Prêt et se conformer à la recommandation de la RMP demandant que le gap de financement sur les catégories « Fonctionnement », « salaires », « assistance technique » et « contrats d'exécution » soit supporté sur le financement de la contrepartie. Finaliser le plan de dépenses prévisionnel sur OFID à partir des montants contractuels des marchés d'infrastructures afin d'avoir une visibilité sur les besoin en ressources financières sur les 6 mois restant de l'année 2012.	immédiat	
Comptabilité	Le paramétrage du logiciel doit être revu, si possible, par le Spécialiste Informaticien ayant revu le paramétrage des projets FIDA au Niger, au Tchad et en Centrafrique.	immédiat	
Suivi des recommandations des mission et audit	Elaborer un plan d'action et un chronogramme de mise en œuvre des recommandations à soumettre au FIDA	immédiat	
Coordination	Faire le point systématique des activités opérationnelles en réunion de coordination	permanent	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
Produits	Appuyer les GIEC ne disposant pas de récépissé de reconnaissance pour l'obtention de l'agrément	Immédiat	UCP, DDA	
	Elaborer en collaboration avec la recherche, deux protocoles pour le suivi des rendements de manioc et des comptes d'exploitation des GIEC	3 ^{ème} trimestre 2012	UCP	
	Organiser des séances complémentaires de vaccination des ovins / caprins contre la peste des petits ruminants	3 ^{ème} trimestre 2012	UCP, MAE	
	Appuyer les GIEC dans la recherche de solutions au problème foncier en impliquant les préfets, les conseils départementaux et les services techniques compétents	Fin décembre 2012	UCP	
	Examiner les possibilités d'amélioration de la transformation du manioc et entreprendre une expérience pilote d'atelier de transformation limité à 6 GIEC	1 ^{er} trimestre 2013	UCP	
	Examiner la possibilité d'introduire des séchoirs ou de promouvoir la fabrication de gari dans les zones de forêts ;	Fin décembre 2012	UCP	
	Créer des unions de GIEC par district et les appuyer dans les négociations avec les transporteurs et dans la recherche de débouchés	Fin décembre 2012	UCP ; DDA	
	Poursuivre la formation en organisation paysanne, gestion et marketing des GIEC, ainsi que les visites d'échanges.	Immédiat	UCP	
	Saisir officiellement la préfecture de Komono au sujet du magasin de stockage dont le site a été réaffecté.	Immédiat	UCP	
	Lancer avec diligence les appels d'offres concernant les ouvrages de franchissement, les ouvrages hydrauliques, les sièges des CMEC sur la base des dossiers similaires ayant précédemment requis l'avis de non objection du FIDA.	Immédiatement	Responsable Infrastructures, RAF, Coordonnateur	
	Mettre en œuvre les recommandations non encore exécutées afin d'améliorer les performances du projet.	31 août 2012	UCP, Responsables des composante	
	Diligenter la construction des 11 caisses restantes	Novembre 2012	Responsable infrastructures	
	Mettre en place la faïtière	Décembre 2012	Responsable finances rurales	
	Recruter le consultant international pour accompagner la mise en place de la faïtière, et appuyer aussi bien les caisses que l'OPM, et poser les jalons de la pérennité.	Septembre 2012	Responsable finances rurales	
	Envisager la mise en place d'un point de service à Mossendjo	Octobre 2012	Responsable finances rurales, UCP	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
	Lancer une commande pour les imprimés dans les caisses	immédiatement	Responsable finances rurales	
SE	Développer et exécuter 1 protocole pour le suivi des rendements du manioc et 1 autre sur les comptes d'exploitation	RSE, responsable production	Septembre	
Aspects fiduciaires	Régulariser sur le Compte de contrepartie en demandant en remboursement au FIDA (560 millions FCFA) et OFID (357 millions FCFA) les sommes préfinancées.	20/08/2012	RAF Comptable	
	Transmettre conformément aux recommandations des missions précédentes, des DRF avec plus de régularité	permanent	RAF Comptable	
	finaliser le plan de dépenses prévisionnel sur OFID à partir des montants contractuels des marchés d'infrastructures afin d'avoir une visibilité sur les besoin en ressources financières sur les 6 mois restant de l'année 2012.	30/08/2012	RAF Comptable	
	Revoir le paramétrage du logiciel si possible, par le Spécialiste Informaticien ayant revu le paramétrage des projets FIDA au Niger, au Tchad et en Centrafrique.	30/08/2012	RAF	
	Transmettre au Fida une requête de réallocation des ressources du Prêt et se conformer à la recommandation de la RMP demandant que le gap de financement sur les catégories « Fonctionnement », « salaires », « assistance technique » et « contrats d'exécution » soit supporté sur le financement de la contrepartie.	Immédiat	RAF	
	Régulariser les avances non justifiées aux prestataires et partenaires du Projet	30/08/2012	RAF	

**Appendice 3a. Exécution des obligations de financement par source de financement
au 12/06/2012(en millier USD)**

Source de financement	Approbation	Décaissements	%tage Décaissements (DTS)
Prêt du FIDA	8 481	6 290	68,64%
Prêt de l'OPEP	7 500	1 489	19,88%
Gouvernement	5 488	3 540	81,05%
TOTAL	21 630	11 539	53%

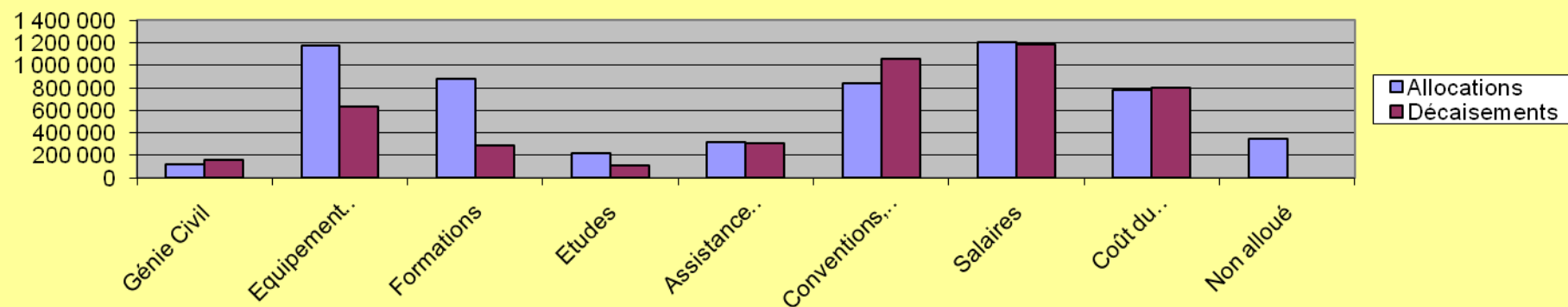
**Appendice 3b. ETAT DES DEPENSES EFFECTIVES PAR COMPOSANTE ET BAILLEURS DE FONDS
AU 31/05/2012**

(en millier de USD)

N°	Composantes	PLAN DE FINANCEMENT (Montant RPE - cout Global TTC)				Etat des Dépenses effectives du PRODER au 31/05/2012			
		FIDA	OPEP	GOUV	TOTAL	FIDA	CONGO	OPEP	TOTAL
1	Accès aux Marchés et aux Bassins de Production	14,80	6 116,74	1 361,08	7 492,61	13,78	82,45	1 030,32	1 126,55
2	Appui à la Production et à la Commercialisation	2 832,25	263,00	1 646,77	4 742,02	2 300,73	149,00		2 449,74
3	Hydraulique Rurale	4,04	1 033,51	74,36	1 111,91	6,14	59,94	444,23	510,31
4	Développement des Services Financiers Ruraux	1 402,25	0,00	130,00	1 532,25	735,64	6,54		742,17
5	Coordination et gestion du projet	4 227,93	86,76	2 436,71	6 751,40	4 028,87	1 040,96		5 069,83
TOTAL		8 481,28	7 500,00	5 648,92	21 630,20	7 085,16	1 338,90	1 474,55	9 898,60

Appendice 3c: ETAT DES DECAISSEMENTS SUR LE PRÊT FIDA

Catégories	Description	Allocations	Décaissements	En attente			Total	Solde	%tage
		en DTS	Cumulatifs en DTS	DRF N°40 transmis	DRF n°41 & 42 à transmettre	Dépenses à demander en remb	En DTS	en DTS	Décais.
	Avance de démarrage	0	445 132,91				445 132,91	- 445 132,91	
							-	-	
1	Génie Civil	120 000	120 995,16	1 851,78	28 188,63	8 905,61	159 941,18	- 39 941,18	133,28%
2	Equipement et Véhicules	1 180 000	605 504,66	4 272,81		23 573,02	633 350,49	546 649,51	53,67%
3.a.	Formations	880 000	217 764,74	2 602,59	56 253,78	8 081,32	284 702,43	595 297,57	32,35%
3.b.	Etudes	220 000	97 495,79	8 784,91	-	-	106 280,70	113 719,30	48,31%
4	Assistance Technique	320 000	291 798,03	-	10 458,79	3 813,65	306 070,47	13 929,53	95,65%
5	Conventions, Contrats d'exécution	840 000	629 034,53	49 164,00	196 528,64	179 676,23	1 054 403,40	- 214 403,40	125,52%
6.a.	Salaires	1 210 000	1 059 934,39	-	24 846,70	98 465,32	1 183 246,41	26 753,59	97,79%
6.b.	Coût du Fonctionnement	780 000	722 509,64	28 672,97	7 254,13	44 327,52	802 764,25	- 22 764,25	102,92%
	Non alloué	350 000	0,00				-	350 000,00	0,00%
TOTAUX		5 900 000	4 190 169,85	95 349,06	323 530,66	366 842,66	4 975 892,24	924 107,76	84,34%



Appendice 3 d: SITUATION DES ENGAGEMENTS sur LE PRET OFID au 31/05/2012 (en USD)

CATEGORIE (COMPOSANTE)	% Fin		ALLOUE	DEBOURSE () DECAISSEMENTS au 01er Juin 2011		RELIQUAT CONTRAT&AVANCES NON JUSTIFIEES	OPEP DRF à Etablir (CS + CGVT)	OPEP Dépenses à Regler	TOTAL ENGAGEMENTS
	Fx	Lx	USD	USD	%	USD	USD	USD	USD
(a) Accès Aux Marchés et Aux Bassins de Production	100	89,1	6 540 000,00	438 675,83	62,12%	578 616,57	597 258,78	0,00	1 614 551,18
(b) Appui à la production agricole, élevage et poissons et commercialisation	100	1,6	80 000,00		0,00%				
(c) Accès à l'eau potable	100	80,0	880 000,00	267 468,30	37,88%	52 652,40	167 993,30	3 466,53	491 580,53
TOTAUX			7 500 000,00	706 144,13	9,42%	631 268,97	765 252,08	3 466,53	2 106 131,71

Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Période: Janvier à mai 2012

Composante	Activité	Indicateur	Niveau de réalisation du PTBA	% du niveau de réalisation du PTBA	Total effectif cumulé	Objectif de la RMP	%
Accès aux marchés et aux bassins de production	Réalisation des études des pistes rurales dans le Kouilou	15 Km de pistes rurales à étudier	0 Km	0,00	0 Km	15 Km	0,00
	Exécution et contrôle des travaux de réhabilitation des pistes rurales	30 Km de pistes rurales à réhabiliter	0 Km	0,00	0 Km	84 Km	0,00
	Exécution et contrôle des travaux de construction des ouvrages de franchissement	31 ouvrages de franchissement à construire	0 ouvrage	0, 00	50 ouvrages	123 ouvrages	40,65
Appui à la production et à la commercialisation	Production et distribution des boutures saines de manioc	5000 Vitro plants à produire au laboratoire du CRAL	0 vitro plant	0,00	0 vitro plant	44 000	0,00
		3 agents du CRAL à former par le CERAG	5 agents	166,66	5 agents	3 agents	166,66
		1 atelier d'échange et de planification des 25 CSA	0 atelier	0,00	5 ateliers	4 ateliers	125,00
		85 ha de parcs à bois à mettre en place dont 5 au CRAL et 80 dans les GIEC leaders	345 ha	405,88	1 858 ha	200 ha	929,00
		325 parcs à bois appuyés en sarclage au niveau des GIEC ordinaires	325 parcs à bois	100,00	875 parcs à bois	-	-
		10 758 700 boutures saines de manioc à distribuer à 7 482 ménages	5 130 951 boutures distribuées à 6 766 ménages	47,69	-	-	-
		Supervision campagne de distribution	0	0,00	2	3	66,66
	Vaccination des ovins et caprins	5 000 ovins/caprins à vacciner	0 ovin/caprin	0,00	38 387 ovins/caprins	-	-
	Diversification des cultures	15 ateliers sur l'usage du soja à organiser	0 atelier	0,00	0 atelier	-	-
		2 tonnes de semence de soja à acheter	0,15 tonne	7,50	-	-	-
		5 courses des semences de soja à distribuer aux groupements multiplicateurs	0 course	0,00	-	-	-
		5 courses de multiplication des semences de haricot à effectuer	0 course	0,00	-	-	-
		2 contrats de distribution des semences	0 contrat	0,00	-	-	-

Composante	Activité	Indicateur	Niveau de réalisation du PTBA	% du niveau de réalisation du PTBA	Total effectif cumulé	Objectif de la RMP	%
		de haricot à passer					
		1 bâtiment de stockage des semences au CRAL à réhabiliter et à équiper	0 bâtiment	0,00	0 bâtiment	1 bâtiment	0,00
	Appui à la production d'oignon	1 session de formation des bénéficiaires en oignon à réaliser	1 session	100,00	2 sessions	2 sessions	100,00
		20 Kits de petit matériel aratoire pour oignon à distribuer	20 kits	100,00	20 Kits	20 Kits	100,00
	Vulgarisation des plantes amélioratrices des sols : jachères améliorantes	3 missions de sensibilisation communautaire sur les jachères	3 missions	100,00	-	-	-
		1 ha de préparation des terres	2 ha	200,00	-	-	-
		5 essais à mettre en place	10 essais	200,00	-	-	-
		1 ha de parcelles de conservation à mettre en place	2 ha	200,00	-	-	-
	Appui à la transformation du manioc	3 serres de séchage à acquérir	0 serre	0,00	3 serres	-	-
		4 moulins à fufou à acquérir	0 moulin	0,00	0 moulin	-	-
		5 pétrisseurs à acquérir	0 pétrisseur	0,00	0 pétrisseur	-	-
		2 fours (gari) sont à acquérir	0 four	0,00	0 four	-	-
	Appui aux radios locales communautaires	1 lot de petits équipements à mettre à la disposition des radios locales	1 lot	100,00	1 lot	-	-
	Appui à la mise en marché	1 atelier de sensibilisation à organiser	0 atelier	0,00	0 atelier	-	-
		3 bâtiments de stockage des produits agricoles à réhabiliter/construire à Mayalama, Komono et Loutété	0 bâtiment	0,00	0 bâtiment	3 bâtiments	0,00
		1 lot des équipements et intrants à acquérir et à distribuer	1 lot	100,00	1 lot	-	100,00
	Formation des GIEC en organisation paysanne et sur la mosaïque	1 session de formation en organisation paysanne à réaliser	0,5 session	50,00	2 sessions	-	25,00
		1 session de formation sur la mosaïque du manioc à réaliser	0 session	0,00	4 sessions	-	-
Hydraulique rurale	Approvisionnement en eau potable	20 puits d'eau à construire	0 puits	0,00	31 puits	63	49,20
		4 sources d'eau à réaménager	0 sources	0,00	7 sources	11	63,63
	Animation sensibilisation/suivi des comités de gestion des points d'eau et mise en place d'un réseau d'artisans réparateurs	2 sessions de formation des CGPE à animer / à sensibiliser	0 session	0,00	0 session	-	0,00
		1 réseau des artisans réparateurs à mettre en place	0 réseau	100,00	0 réseau	-	0,00
	Analyse physicochimique et bactériologique des eaux	40 points d'eau à analyser	43 points d'eau	107,50	43 points d'eau	-	107,50
	Formation et équipement des artisans - réparateurs	2 sessions de formation des artisans réparateurs à réaliser	0 session	0,00	0 session	-	0,00

Composante	Activité	Indicateur	Niveau de réalisation du PTBA	% du niveau de réalisation du PTBA	Total effectif cumulé	Objectif de la RMP	%
Développement des services financiers ruraux	Construction des bâtiments des sièges des caisses	11 bâtiments des CMEC à construire	0 bâtiment	0,00	0 bâtiment	-	0,00
	Acquisition des équipements de bureau des caisses	2 lots des équipements en mobilier de bureau et informatique des CMEC à acquérir	1,5 lot	75,00	1,5 lot	-	75,00
	Dotation d'une subvention au fonctionnement des caisses	Loyer et émoluments des CMEC à payer	5 mois	41,66	-	-	-
	Création d'un organe faitier	1 faitière à créer	0 faitière	0,00	0 faitière	1 faitière	0,00
	Formations des élus, dirigeants des caisses et échanges d'expérience entre caisse	4 sessions de formation à organiser à l'endroit des dirigeants et élus des caisses	11 sessions	275,00	36	60	60,00
	Assistance technique internationale	1 Consultant international à recruter et opérationnel	0 consultant	0,00	3 Consultants	-	-
		10 CMEC à appuyer	0 CMEC	0,00	0 CMEC	-	-
Coordination et gestion du projet	Elaboration du PTBA 2013 et tenue du Comité de Pilotage	1 PTBA 2013 à élaborer, discuter, corriger et approuver	0 PTBA	0,00	8 PTBA	7 PTBA	114,28
	Communication, gestion des connaissances et innovation	4 prestations au niveau national et local à assurer	2 prestations	50,00	-	-	-
	Réalisation de l'audit des comptes du Projet, exercice 2011	1 audit des comptes à réaliser	1 audit	100,00	5 audits	7 audits	71,42
	Appui institutionnel au MAE	2 lots d'électrification et d'équipement de bureau de la Ferme de Mayoumina à réaliser	1 lot	50,00	2 lots	-	50,00

Appendice 5: Cadre logique révisé du PRODER-SUD (Juin 2012) Taux de réalisations physiques : 68%

Résumé descriptif	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Niveau d'avancement	Observations
1. OBJECTIF GLOBAL			
Contribuer à l'amélioration durable des revenus et de la sécurité alimentaire et des ménages ruraux pauvres	<ul style="list-style-type: none"> Index des biens des ménages (RIMS) Situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans 	<ul style="list-style-type: none"> 55,7⁶ 27,7% 	- -
2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES			
Améliorer de manière durable l'accès aux marchés et aux bassins de production	<ul style="list-style-type: none"> 420 villages/zones à désenclaver avec une croissance d'activité économique et agricole 1800 personnes à former en autopromotion et gestion des populations rurales, individuelles et collectives, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> 349 1 697 	La formation en autopromotion a connu la participation de 660 personnes.
Faciliter l'accès des populations rurales, en particulier les plus défavorisées, à des services financiers adaptés à leurs besoins	<ul style="list-style-type: none"> Montant total de l'épargne mobilisée Montant du crédit octroyé 	<ul style="list-style-type: none"> 252 404 437 403 365 000 	- -
3. RÉSULTATS			
L'accès aux principaux bassins de production est amélioré de manière durable	<ul style="list-style-type: none"> 84 Km de pistes à réhabiliter 180 villages à desservir par les pistes réhabilitées 123 ouvrages de franchissement et/ou d'assainissement à réhabiliter 20 personnes (Chef de chantier des ONG/PME) à former en techniques HIMO 	<ul style="list-style-type: none"> 0 0 28 28 	Etudes réalisées mais pistes rurales non encore réhabilitées. 28 ouvrages achevés et 16 sont en cours d'achèvement.
Les groupes cibles sont informés et sollicitent l'appui du Projet	<ul style="list-style-type: none"> 600 GIEC à créer - 	<ul style="list-style-type: none"> 405 - 	La dynamique de création des GIEC a été déconseillée lors de la troisième mission de supervision du FIDA pour consolider les GIEC existants.
Les rendements du manioc augmentent	<ul style="list-style-type: none"> 5 000 vitro plants à produire 200 ha de multiplication de manioc 	<ul style="list-style-type: none"> 0 1 858 ha 	7 266 ménages servis en boutures saines de manioc et 17 567 757 boutures produites et distribuées dont 5 595 300 au niveau des ménages.
Une intensification et diversification de l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> 14 tonnes de semences des cultures vivrières (maïs, soja, arachide et haricot) à produire et à distribuer 200 personnes devront bénéficier des semences des cultures vivrières (maïs, soja, arachide, haricot et oignon) 	<ul style="list-style-type: none"> 10 tonnes - ? bénéficiaires 	2 836 plants de palmiers à huile distribués à 55 personnes. La deuxième mission de supervision du FIDA a déconseillé la poursuite de cette activité compte tenu des difficultés d'approvisionnement.
Une dynamique de reconstitution du cheptel ovin et caprin	<ul style="list-style-type: none"> 53 305 ovins / caprins vaccinés contre la PPR 	<ul style="list-style-type: none"> 38 387 	Dont 26 639 ovins et 11 748 caprins.
Les capacités organisationnelles, de gestion et techniques des groupements de base sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> 15 000 membres des GIEC à former 25 vulgarisateurs paysans à rendre opérationnels 	<ul style="list-style-type: none"> 938 0 	Dont 586 en organisation paysanne.
Les coûts de transaction de la commercialisation des produits agricoles, animaux et halieutiques ont baissé	<ul style="list-style-type: none"> 3 dépôts/ magasins de stockage à réhabiliter pour la commercialisation des produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - 0 	AO lancé. Il reste la sélection des entrepreneurs.
L'accès à l'eau potable des populations villageoises est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> 74 points d'eau à construire / réhabiliter 13 000 personnes qui ont accès à l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> 38 15 828 	10 en cours d'achèvement.
L'offre de crédits s'intensifie et se diversifie dans la zone du projet et les exploitants agricoles y adhèrent	<ul style="list-style-type: none"> 20 CMEC à créer 6250 membres des CMEC 	<ul style="list-style-type: none"> 20 4 574 	- -

⁶ Il s'agit de la moyenne du niveau de base de l'indicateur «Habitat et possession des biens » de l'étude socio économique de référence.

- Résumé descriptif	- Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	- Niveau d'avancement	- Observations
	1.Femme : 2.Homme : 3.Personne Morale :	- 1 276 - 2 709 - 589	- -
- Les CMEC soutenues sont consolidées et durablement engagées sur la voie de la viabilité et de l'autonomie financière	- 900 membres des CMEC à former	- 676	- Dont 165 femmes.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

1 - Congo Brazzaville : Les visites d'échanges, un moyen de booster les paysans



Achille Mbama, président du groupement LISSIEMI a participé à cette visite. Il a pu constater que ces collègues de Ndiba ont des champs dont la superficie varie entre 6 et 9 hectares, alors que son groupement n'a travaillé que sur 3 hectares. « Ce que j'ai vu à Ndiba, m'a motivé à faire plus. J'ai partagé cette expérience avec les membres de mon groupement qui ont été très étonnés de savoir toutes les prouesses de nos collègues de Ndiba, aussi avons-nous décidé pour la saison prochaine d'ouvrir 5 hectares supplémentaires. C'est vrai qu'à Ndiba, ils ont l'avantage de la mécanisation avec les tracteurs, mais nous allons tout de même essayer... » Affirme ce dernier. Le groupement d'Ossiba a aussi participé à la visite d'échange.

Pour ce groupement qui a du mal à vendre sa production de manioc, le séjour dans la Bouenza lui a donné des idées. « A Ndiba, nous avons découvert le gari. Un produit méconnue chez nous, mais qui apparemment marche à Pointe-Noire. Nous avons pu suivre le processus de fabrication du Gari à partir du manioc. Peut être que nous-mêmes allons faire pareil. Parce que notre climat ici dans la Lékoumou, n'est pas favorable à la fabrication du fufou. Nous faisons certes le manioc rouis, mais il nous a été difficile d'écouler la marchandise. Parfois nous sommes obligés de brader nos produits où de laisser pourrir le manioc sous terre. ». Déclare Blaise Onoungou, Secrétaire du groupement. C'est la gestion financière qui a retenu l'attention de Monsieur Michel Ngoulou, Secrétaire du groupement Sala Ngolo du District de Komono. Car, jusqu'ici les revenus de la production de manioc était réparti entre les membres du groupement. « La visite d'échange, m'a permis d'apprendre comment répartir l'argent dans le groupement. Il ne faut pas tout redistribuer aux membres du groupement, il faut toujours épargner une partie pour le fonctionnement. Cela peut nous aider à payer la main d'oeuvre ou du matériel de travail. Cette épargne doit être faite dans une caisse de micro finance, ce qui pourra nous aider peut être à la longue à bénéficier des crédits, on ne sait jamais ! et puis si on garde l'argent à la maison, on peut être tenté de le dépenser ou se faire voler » indique ce dernier. Les paysans des deux départements ont par ailleurs pu partager leurs expériences en matière de gestion du temps pour maximiser les travaux de récolte et de planting. Ils ont évoqué la gestion des membres des groupements, pour éviter l'absentéisme.

Enfin, ils ont parlé de l'importance d'utiliser des plantes amélioratrices du sol pour nourrir les sols et les rendre plus fertiles à l'exemple du Mucuna, une plante actuellement en expérimentation dans certains champs de manioc de la zone d'intervention du PRODER Sud. A l'unanimité, les paysans ont apprécié ces échanges et espèrent que cette expérience sera réitérée par le Projet. A noter que la sélection des participants à cette visite a été faite par l'ensemble des groupements eux-mêmes sur la base des performances des uns et des autres.

2 - Lutte contre la pauvreté au Congo-Brazzaville : Des femmes appuyées par le PRODER SUD améliorent leurs revenus grâce aux boutures améliorées de manioc



Cette année, le groupement « Femmes actives » a mis en terre du manioc sur 8 hectares. Une fois cultivé, un hectare de manioc pourra leur rapporter 25 à 30 tonnes de racines fraîches de manioc. Après transformation, la production de foufou (cossettes de manioc) est estimée à 800 sacs. Sachant que le sac est vendu en moyenne à 30 000 Francs CFA à Pointe noire, le revenu est estimé à 24 millions de francs CFA pour l'ensemble du champ. Chaque membre du groupement pourra se retrouver avec près de 2.400.000 francs CFA.

En 2011, la récolte a été très fructueuse pour ce groupement. Une partie des revenus est épargnée à la CMEC de Nkayi mis en place avec l'aide du PRODER SUD. Cet argent servira au fonctionnement du groupement. Marcelline n'a pas toujours été productrice de manioc. En 1999, après la guerre qu'a connue le pays, elle n'a plus de capital pour poursuivre son commerce de divers. Une amie lui propose alors, de créer un groupement de production de manioc appuyé par les vivres PAM (Programme Alimentaire Mondial). Ce qu'elle fit. Le PAM, leur donne des semences de soja et de maïs. Malheureusement après la récolte Marcelline et ses collègues ne trouvent pas preneurs. Loin de se décourager, elles se lancent dans la culture du manioc avec des boutures locales. Elles s'en sortent tant bien que mal, et se rendent très vite compte que ces boutures sont attaquées par la mosaïque de manioc. Le groupement fini par se disloquer par manque de profit. Après la vente de la récolte, le gain a été entièrement partagé sans sécuriser un fonds pour les prochaines campagnes. Marcelline se retrouve seule et doit faire face à une dette de 450 000 francs CFA contractée par le groupement. Femme battante, elle réussit à payer cette dette grâce au travail de la terre. Elle refuse de baisser les bras, sensibilise d'autres femmes qui adhèrent à son groupement. Une fois reconstitué, le GIEC, bénéficie de boutures résistantes à la mosaïque introduites par le PRODER SUD.



Au milieu de la savane où elle donna naissance à sa fille cadette pendant la guerre, Marcelline fait renaitre de cendres le groupement « Femmes actives ». C'est le début d'une belle aventure avec le PRODER SUD. « Nous n'avons jamais aussi bien gagné nos vies. Même avec le commerce, moi personnellement je n'ai jamais pu avoir un revenu

décent. Aujourd'hui j'ai pu acquérir deux terrains. Un à Pointe-Noire où j'ai construit une maison, où vivent mes grands enfants. Je paye leurs études dans des écoles supérieures privées avec mes revenus de manioc. A Nkayi, je vais bientôt commencer les travaux de construction ». Confie avec une pointe de fierté, la présidente du Groupement du haut de ses 1m 65.



Marcelline n'est pas un cas isolé. Dans le groupement, d'autres jeunes dames ont pu améliorer leurs conditions de vie. Elles affirment manger à leur faim, pouvoir s'acheter des médicaments et subvenir aux besoins de leurs enfants. En effet, avec les boutures saines apportées par le PRODER SUD, la production du manioc s'est accrue. Selon Marcelline, certaines variétés telle que la I92/0162, donnent des résultats plus que satisfaisants, puisqu'un pied peut donner jusqu'à 25 tubercules de manioc contre deux tubercules pour certaines variétés locales. Ce qui a valu à cette variété le nom de « belle dame ». Dynamique et rigoureuse, Marcelline est un vrai leader qui mène ses membres dans l'amour et la cohésion. Ce qui a forcé l'admiration de trois hommes qui n'ont pas hésité à rejoindre le groupement. Mais, étant déjà reconnu comme « Femmes Actives », le groupement continu sous ce label sans frustrer ou complexer les hommes. Des hommes, qui se fondent dans la masse et reconnaissent l'autorité et la gestion transparente de Marcelline. « Maman Marcelline est un vrai leader, elle impulse un dynamisme incontestable dans le groupement. Elle nous motive et nous encourage. Là où un homme aurait baissé les bras, elle se bat. Elle est vraiment téméraire et surtout gère avec transparence et parcimonie. Finalement une femme peut construire, mais nous les hommes avons notre place dans ce groupement, car nous complétons et conseillons les femmes et tous se passe bien », déclare un membre du groupement.



A noter qu'avant le Projet, le groupement, plantait le manioc en vrac, aujourd'hui, grâce aux formations dispensées par le PRODER SUD, il plante le manioc en respectant les écarts d'un mètre à raison d'une bouture par poquet. Ce qui leur permet d'emblaver un hectare avec 10 000 boutures. « Cette nouvelle façon de planter facilite le sarclage, réduit les quantités de boutures à mettre par poquet et favorise le bon développement des tubercules, car avant nous faisons des buttes et mettions trois à quatre boutures par poquet. Il y' avait vraisemblablement un problème d'espace, qui ne permettait pas

aux plantes de s'épanouir et de donner de bons tubercules » indique timidement une jeune femme assise au milieu du champ, un enfant dans les bras. Pour la prochaine saison, le groupement envisage d'ouvrir 10 autres hectares. Le manque d'eau en surface à proximité du champ est un vrai casse-tête pour la transformation du manioc. Le groupement veut alors, dans les tous prochains jours se construire un puits. Pour la bonne marche du travail, le groupement a installé un campement dans le champ. Pendant les moments de travail intense, ils campent plusieurs semaines dans des tentes de fortunes. Marcelline a déjà sa petite idée en tête pour rendre plus confortable le séjour aux champs. « Avec l'autorisation du propriétaire foncier nous espérons construire une maison en dur, acheter un groupe électrogène et une télévision, pour agrémenter notre séjour au campement. Pour l'heure nous dormons dans une tente tous ensemble avec les hommes. Nous ne sommes pas gênés, car chacun de nous à son mari et les hommes ont chacun leur femme. Ici c'est le travail qui nous réuni » affirme Marcelline, l'air grave. A noter que le Projet de développement rural dans les départements du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou et du Kouilou (PRODER SUD) est financé par le Fonds international de développement agricole (FIDA).

Arielle Teddy Bouhoyi, Responsable de la Communication, de la Gestion des connaissances et innovation -
PRODER -Congo

<http://www.fidafrique.net/article3261.html>

<http://www.fidafrique.net/article3260.html>

<http://www.ruralpovertyportal.org/web/rural-poverty-portal/country/voices/tags/congo>